

Éditorial

Les congrès «ouvriers»

La période des Congrès vient de s'achever. Congrès politiques, congrès syndicaux avaient à faire le point, après une année de régime présidentiel, et se devaient d'élaborer programmes, plans d'action, recette-miracle propres à sortir «le peuple» des sables mouvants «réactionnaires et fascisants» et à le remettre sur la voie claire de la démocratie renouvelée, vers des lendemains...

Le moins que l'on puisse dire c'est que ledit peuple était beaucoup plus préoccupé par l'issue du Tour de France et le départ en congé que par les Résolutions finales de tel ou tel congrès – Et puis, ce Mr. Bill, tout de même, qui n'est ni militaire ni flic et qui pourtant... question productivité...

On peut donc dire sans risque de se tromper que tous ces congrès ont revêtu une importance historique pour les seuls congressistes – (Le congrès étant pour le syndicaliste professionnel ou le politicien «ouvrier» ce qu'est la revue du 14 juillet pour l'officier de carrière: une épreuve harassante, certes, mais surtout une justification exaltante de sa propre fonction).

La routine

Ce qui frappe dès que l'on regarde d'un peu près les débats des congressistes, c'est l'incapacité de chaque organisation à faire face à une situation nouvelle, à tirer leçon des expériences qui nous furent imposées, à rompre avec l'effroyable routine bureaucratique qui est le moteur de chacune d'elles.

En effet, chacune semble rivée à la place qu'elle s'était

faite au soleil de la IV^e République, chacune continue... avec ses intérêts propres s'écartant toujours plus des intérêts majeurs des exploités. Dès lors comment blâmerait-on le «troupeau» de ne plus suivre des bergers qui n'avancent pas?

Une démocratie intérieure rénovée

Le Congrès du P.C. fut un bien beau congrès. Tout d'abord la «base» avait été consultée. C'est beau ça, c'est démocratique ça! Trois mois avant le Congrès, le Comité Central avait mis sur pied un Projet de Thèses «à débattre librement et avec sérieux dans tout le Parti». Il y eut près de 400 propositions d'amendements (timides), et là où il est permis de franchement rigoler, c'est lorsqu'on compare le projet initial du C.C. avec les thèses adoptées et présentées par l'inamovible Cogniot: du pareil au même, du kif-kif bourricogniot. Les amendements portaient sur des virgules, des raffinements de syntaxe, sur des bricoles. Bref le Congrès était joué dès le 27 mars, trois mois avant, lorsque le Comité Central présenta son projet. Oh merveille du centralisme démocratique! Ce qui n'empêcha pas le Cogniot de déclarer sans rire: «Les militants et les organisations de base se sont acquittés de leur tâche d'élaborer la politique du Parti».

Du carrefour Châteaudun... à Tamanrasset

Ce congrès P.C. a réaffirmé d'autre part son désir d'une paix négociée en Algérie, avec «ceux qui se battent». Voilà qui est bien. Côté «pétrole» le Parti semble avoir du Sahara français une conception beaucoup moins respectueuse du droit des Algériens à s'administrer eux-mêmes...

Quant à la poignée de jeunes communistes courageux qui sont emprisonnés pour avoir «refusé de se battre contre le peuple algérien», hier héros du Parti, ils ont dû aujourd'hui endurer l'annonce que, désormais, «un communiste peut prendre part à une guerre réactionnaire»...

Les épiciers avec nous!

Le XV^e Congrès du P.C. s'est clos sur le mot d'ordre: «À tout prix front unique de la classe ouvrière, à tout prix rassemblement de la classe ouvrière et des classes moyennes».

À tout prix... Les Algériens se souviennent de quel prix ils ont payé le vote des pouvoirs spéciaux par le P.C. au nom de l'unité avec les nationaux-mollétistes...

Rassemblement des crans-à-la-ceinture avec les coups-de-pouce-à-la-balance, les intérêts communs du «lumpen» et de l'épicier...

Bla bla bla

Le 32^e Congrès de la C.G.T. fut, lui aussi, à la hauteur de la IV^e République. L'illustre et pitoyable Frachon se surpassa dans son rapport, notamment lorsqu'il déclara: «Les rapports entre les classes sont devenus, dans les faits, plus nets et plus tranchés. L'évolution de la conscience de classe chez les salariés a fait de grands progrès». Un peu coupé des masses, le Frachon! Les militants ouvriers de la C.G.T. seront d'accord avec nous pour constater que les progrès de la conscience de classe se traduisent plus par la quête des heures supplémentaires que par une volonté de lutte accrue...

Pour une centrale unique

Plus réalistes étaient les vues de Le Brun et Rouzaud qui, conscients du seul intérêt de la C.G.T., tentaient de faire reconnaître, comme une condition à une (hypothétique) réunification syndicale, la reconnaissance du droit de tendances au sein de la C.G.T...

Mais la réaction cégétiste veillait et c'est par 89% des suffrages exprimés qu'elle repoussa une telle proposition,

après qu'eurent été rejetées les propositions de la Fédération de l'Éducation Nationale (autonome) parallèles à celles de Le Brun et C°. Alors? L'unité à tout prix? Non, le coup des tendances, c'était trop cher...

D'ailleurs les chefs cégétistes estiment ne pas avoir à faire de concessions dans la réalisation de l'Unité. Laquelle ainsi que son corollaire pratique, l'unification syndicale, ne peut se faire que par ralliement au panache blanc de Frachon.

Ce conservatisme C.G.T. et plus encore l'état d'esprit qu'il révèle disqualifient définitivement le syndicalisme officiel en tant que facteur révolutionnaire.

Et, dans cette optique, les gains de voix C.G.T. aux élections professionnelles doivent être compris comme autant de symptômes d'un affaiblissement de la lucidité des travailleurs.

Qui croire?

Au congrès du P.C. la thèse n°14 (ex n°16) commence ainsi: «La crise générale du système capitaliste s'approfondit. Il connaît des difficultés économiques, sociales et politiques sans cesse accrues».

Tandis qu'au congrès de la C.G.T, Frachon déclare: «Pendant ce temps, les affaires des capitalistes vont bien. Elles vont même de mieux en mieux. Leurs profits augmentent».

Tactiques

Au Congrès C.F.T.C., tout comme à F.O. mais en plus marqué, on barre à gauche. Les minoritaires d'hier «Reconstruction» voyant leurs positions devenir celles de la confédération. On prend position pour une solution négociée en Algérie, le syndicat général de l'Éducation Nationale (C.F.T.C.) se prononce contre la loi Barangé, etc...

Certains tacticiens de la centrale vaticane proposent que la C.F.T.C. abandonne son étiquette «chrétienne» qui «divise la classe ouvrière», nuit au regroupement et laisse planer sur la C.F.T.C. une aura de jaunisse et de collaboration de classes...

À chacun son unité

Donc, de toutes ces palabres, de toute la démagogie des congrès, une seule chose surnage: le désir d'unité des chefs syndicaux et politiques. Pour la C.F.T.C. ou F.O. ce désir s'explique par la crainte de voir le mécontentement ouvrier (lorsqu'il se manifesterait, mais quand?) polarisé par la seule C.G.T. et à son seul bénéfice. Pour la C.G.T. l'unité, et l'unification syndicale sans droit de tendance, lui permettrait d'avoir la haute main sur tout ce qui milite dans la classe ouvrière et de préparer le terrain pour un Front populaire...

Le calcul n'est pas si mauvais car la grande majorité des ouvriers non-militants a toujours fait état de la division syndicale pour justifier sa propre apathie. Combien de fois avons-nous entendu «si au lieu de se tirer dans les pattes (les diverses centrales) il n'y avait qu'un syndicat et si au lieu de faire des tas de petites grèves on en faisait une seule, générale, on récupérerait vite tout ce qu'on a perdu depuis la guerre».

Il y a chez beaucoup d'ouvriers cette nostalgie de la force qu'on avait en 36.

C'est cela que les bureaucrates syndicaux veulent exploiter. Et, malgré le faible pourcentage de militants syndicaux par rapport à la masse ouvrière, il est possible que la rencontre des mots d'ordre d'unité de la C.G.T. avec le désir confus d'unité des ouvriers se traduise par un renforcement de la vieille boutique.

L'unité? Pour quoi faire?

Les organisations dites ouvrières sont enlisées dans un républicanisme de croulants. Le P.C. ne propose plus, dans son programme, que la «rénovation de la démocratie». Quant à la C.G.T., il y a belle lurette qu'elle a remplacé «l'abolition du salariat» par la «défense des droits acquis», la «création d'un fonds de chômage», la «défense du droit-de-grève-inscrit-dans-la-constitution» –(Voir la non-grève S.N.C.F. de juin 59).

Dès lors, ces organisations sont objectivement réformistes.

L'unité, la réunification syndicale que recherche la C.G.T. deviennent miroir aux alouettes dont elle seule tirerait profit.

Classe contre classe

Bien sûr, nous sommes pour «l'unité», mais nous savons par expérience qu'avant qu'il y ait UNITÉ il faut qu'il y ait LUTTE. Quand des ouvriers veulent se battre ils n'ont pas besoin qu'un quelconque état-major leur conseille de s'unir.

L'unité est une conséquence de la lutte et non pas une condition à celle-ci.

L'unité ne peut se fabriquer dans des congrès. Elle se constate.

La classe des exploités existe toujours, même si les rapports de production en ont modifié certains aspects extérieurs. Elle a perdu partiellement confiance en elle-même, n'a pas su protéger ses organisations contre le noyautage bureaucratique et l'enlèvement légaliste.

La classe des exploités existe toujours et se porte d'autant mieux que la classe ouvrière est affaiblie. L'État et le Capital n'ont cessé depuis la guerre de nous porter des coups

toujours plus durs.

Rien n'est donc fondamentalement changé dans la situation économique sociale et politique. Le rapport de forces ne cesse de s'aggraver à notre détriment.

Être exploité sous un régime présidentiel, démocratique ou de Front populaire, c'est toujours être exploité. Entre la peste et le choléra à quoi sert de choisir?

Il est donc urgent de raviver la conscience de classe qui conditionne les succès de la lutte de classe.

Pour cela tout est bon, que le point de départ soit des petits groupes révolutionnaires, des conseils formés spontanément, la SECTION syndicale (de base) CGT, FO, Autonome de l'entreprise où l'on travaille: l'essentiel est de renouer au plus tôt avec la lutte DIRECTE, «sauvage» comme disent les anciens – et permanente – LEGALE ou PAS. (Le 13 Mai des colons était-il «légal»?).

Ce n'est plus en tant que syndicalistes, socialistes, communistes, anarchistes, chrétiens ou supporters de Bobet que l'on doit lutter désormais si on veut s'en tirer, c'est en tant qu'exploités, sur le lieu de notre exploitation, contre nos exploités.

La grève générale – insurrectionnelle si nécessaire – demeure l'arme essentielle des exploités. Il nous faudra 6 mois, 5 ans ou plus pour la préparer, mais c'est elle, en définitive, qui nous débarrassera du régime, et, si on sait ne jamais terminer une grève, du capital, de l'État... et, accessoirement, des bonzes syndicaux.

Noir et Rouge